

LES CAHIERS DU CERMTRI

Centre d'Etudes et
de Recherches
sur les Mouvements
Trotskyste
et Révolutionnaires
Internationaux

87, rue du Fbg-Saint-Denis
75010 Paris - France
cermtri@wanadoo.fr
cermtri.com
trotsky.com.fr

Il y a cent ans
"Le socialisme dans un seul pays"

COMMUNISME CONTRE STALINISME II

URSS, Espagne, États-Unis,
Allemagne, France

Le combat des révolutionnaires

N° 188

Août 2025

ISSN 0292 - 4943

8€



Varlam Chalamov arrêté et déporté en 1929 pour avoir diffusé le testament de Lénine.

● Première partie

Entretien avec l'historien Jean-Jacques Marie

Communistes contre Staline en URSS

La résistance dans les usines, les prisons, les camps

Au cours de cet entretien, Jean-Jacques Marie renvoie fréquemment aux nombreux articles qu'il a consacré à ce sujet, depuis 1998, dans les *Cahiers du mouvement ouvrier*.

Rappelons que tous les numéros de ces *Cahiers* sont en accès libre sur le site cahiersdumouvementouvrier.org

1- Selon V. Rogovine, rapportant les propos de Chalamov (1) en 1929, « les opposants déportés échangeaient une correspondance animée, diffusaient des nouvelles de l'opposition, des articles ou des déclarations des leaders et des théoriciens. Les documents circulaient aussi entre les déportés et leurs camarades restés en liberté. » Il y avait encore à ce moment une différence entre les déportés politiques et les détenus des camps de travail. Comment s'organisaient les opposants communistes après l'exil de Trotsky en 1927 ?

Le goulag conçu à la fois comme instrument conjoint de répression politique brutale et d'exploitation du travail forcé a été installé en 1930. Jusqu'en 1936 les oppositionnels de gauche sont soumis à la répression essentiellement politique et policière qui vise à les faire capituler et non à les faire travailler de force. À partir du premier procès de Moscou d'août 1936 la répression vise à les calomnier, les diffamer en les présentant comme des agents des gouvernements bourgeois et d'abord de l'Allemagne et de l'Italie fascistes.

À la fin des années 20, les oppositionnels de gauche, déportés et enfermés par centaines dans des « isolateurs politiques » aux quatre coins de l'URSS de Barnaoul à Krasnoiarsk, discutent en correspondant entre eux et, jusqu'en 1929, avec Trotsky, exilé en janvier 1927 à Alma-Ata, d'où il organise l'activité de l'Opposition avec l'aide de son fils Léon. Au début, cette activité est plus ou moins clandestine. Régulièrement un messager apporte discrètement de Moscou les textes destinés à Trotsky jusqu'à Bichkek et les remet à un autre messager qui les emporte à Alma-Ata et rencontre Sedov aux bains de la ville. Sedov, à son tour, lui remet un paquet de textes. La combine fonctionne sans accroc près de dix mois jusqu'à l'arrestation du

messager en octobre 1927.

Dès lors les discussions permanentes entre Trotsky et les opposants déportés se mènent par la poste ; le Guépéou photographie toute cette correspondance et suit pas à pas les discussions qui soulèvent l'opposition de gauche. Ainsi d'avril à octobre 1928, Trotsky envoie à ses camarades environ 550 télégrammes et 800 lettres et essais politiques en réponse au millier de lettres et aux 700 télégrammes d'opposants qui lui parviennent..., jusqu'à ce que Staline soucieux de décapiter l'opposition de gauche, trop vivante, ne décide d'expulser Trotsky de l'URSS en Turquie.

En juillet 1929 sort à Paris le numéro un du *Bulletin de l'opposition* en russe rédigé par Trotsky et Léon Sedov qui en assume la responsabilité pratique et assure les communications avec l'URSS. Des centaines de numéros du *Bulletin* au format de carte postale franchissent la frontière de l'URSS dans les valises de membres de l'ambassade ou de délégations commerciales poussés par la sympathie pour l'Opposition, la haine de Staline ou l'esprit de fronde

En décembre 1929, bousculé par la crise alimentaire, Staline se lance dans la collectivisation agricole avec brutalité ; l'avalanche déferle sur la paysannerie stupéfaite. La masse des paysans, à la seule exception des garçons de ferme, des bergers et des paysans les plus pauvres (et encore) qui n'ont rien à perdre, renâclent ou se rebellent. C'est la guerre civile. Les détachements du Guépéou ratissent, confisquent jusqu'aux bottes des paysans récalcitrants, déportent, mitraillent, et bâtiennent des kolkhozes géants sans tracteur ni autre matériel. La tourmente emporte parfois des villages entiers. Anciens et nouveaux koulaks souvent imaginaires sont abattus ou déportés avec des partisans rouges de la guerre civile et d'anciens cadres des



Varlam Chalamov en 1929, déporté pour avoir diffusé le testament de Lénine.

Comités de paysans pauvres. La peur de voir la paysannerie renverser le pouvoir soviétique pousse de nouveaux opposants au repentir.

2 - Après l'ouverture des archives de Moscou en 1992, tu as fait connaître en France les récits tragiques des grèves de la faim et protestations des trotskystes de Vorkhouta et Madagan. Peux-tu résumer leur action ?

Les trotskystes internés dès 1927 dans des prisons spéciales dites « isolateurs » sont systématiquement envoyés au cachot, passés à tabac, voire torturés tant qu'ils ne reviennent pas officiellement sur leurs opinions. Ils répondent alors par une série de grèves de la faim : ainsi ils déclenchent une grève de la faim pour protester contre le fait qu'une sentinelle a tiré sur un détenu et l'a blessé fin avril 1931 dans l'isolateur de Verkhné-Ouralsk, où se trouve, de loin, la plus grosse concentration de prisonniers politiques, et en particulier de trotskystes ; ils arrêtent leur grève lorsqu'on leur promet la venue d'une commission d'enquête puis la reprennent en juillet jusqu'à une victoire douteuse : une commission leur fait des promesses dont la plupart de seront pas tenues.

L'une des pratiques stalinienne répandues dès cette époque contre les détenus politiques consiste à ne pas les libérer à la fin de leur peine et à prolonger cette dernière par simple décision administrative. Une seconde grève de la faim est déclenchée dans le même isolateur en mai 1933 pour protester contre cette pratique. Elle dure deux semaines puis est brisée. Une troisième y éclate en décembre 1933 contre la même pratique. Les trotskystes détenus poursuivront ces grèves de la faim jusqu'à leur liquidation presque complète en 1938-1939.

À partir de 1932, et plus encore après la vague de répression déchaînée par Staline au lendemain de l'assassinat du premier secrétaire du PC de Leningrad, Serge Kirov, le 1^{er} décembre 1934, les rangs des trotskystes voient affluer chez eux de nouveaux partisans venus de deux horizons différents — d'anciens oppositionnels qui avaient rompu en 1929 et 1930 et reviennent sur leur ralliement —, de jeunes communistes qui avaient souvent participé avec enthousiasme au plan quinquennal et au lancement de l'industrialisation balbutiante et sont rebutés par la politique de Staline et les mœurs de l'appareil bureaucratique. Les nombreux ralliements d'opposants s'accompagnent d'une aggravation des conditions de détention et d'existence de ceux qui refusent de plier.

Plusieurs centaines de détenus trotskystes, officiellement qualifiés de KRTD (activité contre-révolutionnaire trotskyste), arrivés à Magadan (dans la région dite Kolyma) en juillet 1936, avancent une liste de cinq revendications : 1) Les KRTD auront à Kolyma les mêmes droits que les simples exilés.

2) Chacun aura un travail correspondant à sa spécialité. 3) Le travail sera rémunéré conformément à la grille générale. 4) Les couples ne seront pas séparés. 5) Liberté de correspondance avec le continent. En cas de refus, les déportés annoncent qu'ils engageront une grève de la faim. Devant le refus de la direction ils déclenchent la grève. La direction du camp les alimente de force en leur injectant dans le nez un bouillon nourrissant, mais devant l'obstination des trotskystes elle finit par céder et promet de satisfaire les revendications. Mais, surtout, en pleine période des procès de Moscou, elle organise, à l'aide de quelques provocateurs, un procès qui condamne à mort cinq dirigeants trotskystes, dont l'un alors fort connu, l'ancien syndicaliste Samuel Krol, et une douzaine d'autres à dix ans de détention avant d'être liquidés physiquement quelques mois plus tard avec les provocateurs utilisés dans leur procès.

Les trotskystes déportés à Vorkouta au même moment subissent un massacre encore plus brutal. Entassés dans deux grandes baraques et affectés à la mine, ils refusent catégoriquement de travailler dans les puits, n'acceptent que le travail de surface, durant huit heures seulement, et non pas les dix, voire douze heures imposées aux autres détenus. À l'automne 1936, aussitôt après le premier procès truqué de Moscou, ils élaborent une liste de revendications : ils exigent entre autres l'abrogation de la décision du NKVD transférant tous les trotskystes des camps administratifs dans des camps de concentration, une journée de travail de huit heures maximum ; une alimentation des détenus ne dépendant pas de leur norme de rendement, qui doit être stimulée par une prime pécuniaire ; la séparation, au travail et dans les baraquements, des détenus politiques et des condamnés de droit commun. Pour appuyer ces revendications, ils décident d'engager la grève de la faim. Le matin du 27 octobre 1936, au signal du réveil, un millier de détenus se déclarent grévistes. Au bout de deux jours, l'administration du camp, pour éviter une contagion périlleuse, les envoie dans la toundra.

Au bout de quatre mois, après la mort de plusieurs grévistes affamés, les trotskystes à bout de force sont ramenés à la mine, reçoivent l'alimentation réservée aux malades, puis reprennent le travail huit heures par jour, uniquement en surface, voire dans les bureaux comme employés ou comptables, et leur ration alimentaire est indépendante de leur rendement. Les grévistes ont donc gagné. Le Kremlin ne peut le supporter. Après le troisième procès de Moscou, fin mars 1938, arrivent à Vorkouta trois officiers du NKVD, qui, un jour sur deux ou trois, expédient un groupe d'ex-grévistes de la faim à quelques kilomètres du camp dans la toundra où ils sont abattus une demi-heure plus tard. Afin de terroriser les détenus, le NKVD diffuse parfois, par la chaîne de radio locale, des listes de fusillés mélangeant détenus politiques et droit commun, précédées de l'annonce : « Pour agitation contre-révo-

lutionnaire, sabotage, banditisme dans les camps, refus de travail, tentatives d'évasion, ont été fusillés... » Les exécutions durent jusqu'à la mi-mai et s'arrêteront... quand il restera une petite centaine de détenus.

Je ne saurais trop conseiller de lire, sur ces deux événements, et pour mieux saisir toute l'ampleur du combat alors mené par les trotskystes, les numéros 62 et 63 des *Cahiers du mouvement ouvrier* sur « Les trotskystes en URSS ». Les lecteurs qui auraient vu sur la chaîne 13 de la télévision, il y a quelques mois, l'émission consacrée au trotskysme avec les deux « historiens » Jean-Numa Ducange et Christophe Bourseiller et le politicien Jean-Christophe Cambadélis, se rappelleront sans doute que Bourseiller avait raillé la proclamation d'une opposition de gauche internationale par Trotsky dès son envoi en exil, en disant, sans que Ducange réagisse le moins du monde devant ce grossier mensonge, « ils étaient alors soixante-dix dans le monde. » Bref, Bourseiller avait effacé, avant Staline lui-même, les quelques 4 000 trotskystes soviétiques alors actifs en URSS (la plupart internés... mais combattifs !) et qui résisteront aux pressions, aux menaces, aux traitements brutaux jusqu'à leur extermination que Staline jugera nécessaire d'organiser, tout en les diffamant en les traitant d'agents fascistes, pour éliminer la lourde menace, qu'avec Trotsky au-delà de l'URSS, ils faisaient peser sur son régime totalitaire.

3 - Dans ton prochain ouvrage, à paraître en octobre, tu relates les différentes sortes de résistance des détenus des camps staliniens. Comment se manifestaient ces résistances ?

Ce livre intitulé *Les mutins du goulag et du quotidien*, qui sera publié en octobre ou novembre aux éditions Maurice Nadeau, tente de présenter et d'analyser les diverses formes de résistance, assez souvent voisines, voire similaires, que les détenus du goulag et les travailleurs dans la société opposent à l'oppression que la bureaucratie leur impose. La plus courante est ce que l'on appelle en russe la « *volynka* » qui consiste à faire semblant de travailler sans évidemment produire grand-chose ou à ne produire que du rebut.

La résistance qu'opposent les détenus du goulag aux exigences de la bureaucratie est encore plus brutale ; ainsi mobilisés dans le nord de la Sibérie pour construire des voies de chemin de fer, ils construisent des voies inutilisables comme la ligne Salekhard-Igarka, longue de 1 200 kilomètres, dont les rails se gondolent et qu'aucun train n'empruntera jamais, ou la ligne Oussa-Vorkouta dont les rails « flottent »... même après l'exécution des constructeurs, fusillés pour « sabotage ».

Le goulag est aussi le règne du bluff. Puits de mine creusés dans le sol gelé, comblés, recreusés, gigantesques « trains » de bois pris dans l'eau gelée, dynamités... mais comptabilisés dans les résultats, car les

statistiques de la production du goulag, trafiquées aux diverses strates de l'appareil et maquillées à l'infini pour les faire correspondre aux instructions d'en haut et aux besoins de la propagande, sont encore plus mensongères que les autres.

4 - Tu as été un acteur majeur de la publication en France, en 1969 de *Samizdat I, La voix de l'opposition communiste en URSS* (supplément à la revue *La Vérité*). La découverte de ces textes, pour la plupart inédits en France, était impressionnante pour le lecteur français de l'époque. Comment s'opérait alors la circulation en URSS des *samizdats* ?

À partir de 1956 une opposition diffuse se manifeste dans le pays ; vu la répression déployée pour contenir la mobilisation antibureaucratique grandissante, elle prend, encore rarement, une forme publique comme la brève manifestation de sept opposants sur la place Rouge contre l'intervention de l'armée soviétique en Tchécoslovaquie en août 1968. Elle s'exprime surtout par la diffusion grandissante de textes de protestation divers, individuels ou, de plus en plus souvent, collectifs, manuscrits ou tapés à la machine. Ceux qui les reçoivent, ou les communiquent à un autre après les avoir lus, ou les recopieront pour les faire circuler auprès d'autres dont on espère qu'ils les reproduiront à leur tour (ce qui arrive souvent) ; c'est ce que l'on appelle le *samizdat* ou « autoédition », pour la fabrication duquel souvent une nuit – certes complète – peut suffire. C'est ainsi que, malgré l'extrême modicité des moyens matériels, un texte peut, au bout de quelques semaines, avoir circulé auprès de centaines de lecteurs, qui, souvent peuvent en parler autour d'eux.

5 - Après le rapport Khrouchtchev, comment se sont développés la liberté d'expression, la lutte pour la vérité sur les crimes de Staline, sur sa responsabilité dans l'affaiblissement de l'armée rouge par les purges massives de 1937 et sa confiance en Hitler ? Quelles formes a pris le combat pour la réhabilitation des victimes, en particulier avec le mouvement Mémorial ?

Au lendemain de la mort de Staline, Khrouchtchev, premier secrétaire du Parti communiste, engage plusieurs réformes destinées à alléger l'héritage social et politique écrasant laissé par Staline sur les épaules de la bureaucratie, qui trouvent leur traduction politique dans le rapport dit secret, car il le présente dans la dernière séance à huis-clos du XX^e congrès du PCUS, contre certains crimes et héritages de Staline. Quoique secret il sera lu (sans droit de le discuter, interdiction qui ne sera pas, loin de là, toujours respectée !) aux six millions de membres du PCUS, aux dix-huit millions de komsomols (Jeunesses communistes) et suscite de vives discussions.

Pour le secrétaire du PC polonais Ochab, ce rapport

fut « *un coup de massue* ». Le journaliste de *L'Humanité*, le stalinien André Wurmser, gémit : « *Le ciel nous tomba sur la tête*. » Le dissident soviétique Levitine-Krasnov, sorti du goulag trois mois après, se réjouit : « *C'était l'explosion d'une bombe ; une bombe qui provoqua la plus grande vague explosive de l'histoire*. »

La discussion provoquée par la circulation du rapport pousse des dizaines de milliers de travailleurs manuels et intellectuels soviétiques, polonais, tchécoslovaques et autres à s'interroger sur le régime stalinien et, au-delà, sur la réalité sociale et politique du régime dans lequel ils vivent, ce qui n'était bien entendu pas le but recherché par Khrouchtchev. En URSS même, elle atteint vite une ampleur dont atteste le débat provoqué par le roman de Doudintsev, *L'homme ne vit pas seulement de pain*, qui dénonce la bureaucratie dirigeante. Lors de la discussion autour de ce roman à l'Union des Écrivains, qui provoque le départ des bureaucrates staliniens, le célèbre écrivain Constantin Paoustovski déclare, dans un discours intégralement reproduit dans *Samizdat I* (pages 143-146), « *Le problème est que, dans notre pays, existe impunément et prospère même jusqu'à un certain point une couche sociale tout à fait nouvelle, une nouvelle caste de petits bourgeois. C'est une nouvelle couche de carnassiers et de possédants, qui n'a rien de commun avec la révolution, ni avec notre régime ni avec le socialisme* (Voix dans la salle : « Très juste. ») (...). D'où sortent ces profiteurs et ces lèche-bottes, ces affairistes et ces traîtres, qui se considèrent en droit de parler au nom du peuple ? (...) Je considère que le peuple (...) les balaiera à coup sûr et assez rapidement. Il faut mener le combat jusqu'au bout. Ce n'est qu'un début ! »

Pour « réprimer les entreprises des éléments antisoviétiques et hostiles » le Praesidium du Comité central propose de « déporter, arrêter ». Mais l'agitation persiste. Les étudiants de nombreux instituts tentent de constituer des groupes de discussion indépendants échappant au contrôle du parti. Ces discussions, plus ou moins contenues en URSS, contribuent à l'explosion révolutionnaire en Pologne et surtout en Hongrie où Khrouchtchev envoie les chars écraser les conseils ouvriers, menace mortelle pour la bureaucratie soviétique dirigeante s'ils l'emportent dans ces deux pays. Elles débouchent aussi sur un début de réhabilitation des victimes de Staline, dont celle du vieux bolchevik Raskolnikov, auteur d'une vigoureuse Lettre ouverte à Staline, puis réfugié en France où il est assassiné par le NKVD en 1940. À la fin de l'URSS se constituera, pour organiser la réhabilitation systématique des victimes de la terreur stalinienne, l'association Mémorial, dénoncée bien entendu par Poutine comme « agent de l'étranger » puis dissoute par lui en 2021.

Les tentatives de réformes, souvent avortées, entreprises au cours des onze années pendant lesquelles Khrouchtchev a dirigé l'URSS, de septembre 1953

à octobre 1964, ont partiellement desserré l'étau policier sur la société et d'abord sur la bureaucratie dirigeante elle-même ; ce faisant elle a suscité dans la masse de la population l'aspiration à un développement des libertés qui trouvera son expression la plus haute et la plus combattue par l'appareil dans l'activité orale et écrite des « dissidents ».

6 - Tu cites volontiers un passage de *La Révolution trahie* où Trotsky recourt à l'image d'un paquebot avec trois classes de passagers, pour décrire l'état d'esprit du prolétariat face aux privilégiés. Comment s'est exprimée la résistance ouvrière à cette exploitation ?

La première forme de cette résistance est celle que j'ai évoquée dans ma réponse à la troisième question : la « *volynka* » qui consiste à faire semblant de travailler au lieu de travailler, bref opposer une résistance passive que Staline ne cessera de dénoncer comme du « *sabotage* », et que certains paieront de leur vie. Cette *volynka* durera en s'aggravant jusqu'à la fin de l'URSS. J'ai eu confirmation de sa réalité lorsque j'étais lecteur de français à l'Université de Leningrad en 1961. Un jour de février, un de mes étudiants me dit : « *Mon frère, ouvrier à Stalingrad, arrive à Leningrad demain avec deux autres ouvriers de son usine qui a lancé un défi à une usine de Leningrad. Il loge dans le même foyer d'étudiant que vous. Je lui ai parlé de vous. Il veut vous voir.* » Quelques jours plus tard, rendez-vous est pris. Après quelques questions sur la France, le Stalingradois me demande : « *Savez-vous ce que disent les ouvriers de mon usine ?* » Non, évidemment. Il reprend : « *Les ouvriers de mon usine et pas seulement eux, ailleurs aussi, disent : on cessera de faire semblant de travailler quand ils cesseront de faire semblant de nous payer.* » L'historien russe Afanassiev cite cette phrase, qu'il qualifie de « *blague fort répandue à l'époque soviétique* », sous une forme voisine : « *ils font semblant de nous payer et nous faisons semblant de travailler* ». Blague peut-être, mais réalité de plus



Fiodor Raskolnikov, assassiné en 1940 à Nice par le NKVD.

en plus fréquemment dénoncée dans la presse soviétique sous Brejnev.

De plus, après la mort de Staline, les travailleurs entreront parfois en conflit frontal avec la bureaucratie. Un historien russe, Kozlov, a consacré un livre entier aux conflits de classe sous Khrouchtchev et Brejnev. Le plus significatif est sans doute le heurt violent entre la bureaucratie et le gouvernement à Novotcherkassk, dans le sud de l'URSS en juin 1962. Le 1^{er} juin le gouvernement décide d'augmenter de 30 % en moyenne le prix de la viande, et de 25 % celui du lait, des œufs, du beurre et autres produits laitiers. L'annonce suscite une vague de protestations ; des tracts dénonçant l'augmentation des prix sont collés sur les murs de plusieurs villes dont Moscou. Un peu partout les ouvriers manifestent leur mécontentement. Des appels à la grève sont affichés dans plusieurs villes, dont Leningrad.

La colère aggravée par une baisse des salaires de 30 % dans l'usine de locomotives NEVZ de la ville, explose à Novotcherkassk. Près de 400 grévistes de l'usine se rassemblent devant les bureaux de la direction dont ils exigent qu'elle vienne s'expliquer, puis, dans un meeting improvisé, ils dénoncent l'injustice du gouvernement, envahissent les bureaux de l'administration et les saccagent. Le 2 juin au matin, une manifestation de 10 000 ouvriers et ouvrières de l'usine NEVZ envahit le centre-ville et arrive devant le comité de ville du parti dont les dirigeants ont fui. Les grévistes désignent alors une délégation dirigée par l'ouvrier Mokrousov, qui exige des deux membres du Bureau politique (Mikoian et Kozlov) présents, qui refusent, le retrait de troupes de la ville et l'annulation de « l'augmentation des prix qui frappe la classe ouvrière ». Arrive alors un nouveau détachement des troupes spéciales du Ministère de l'Intérieur, qui après quelques sommations invitent la foule, qui ne bouge pas, à se retirer, la mitraillent et tuent près de cinquante manifestants...

D'après Mikoian, Khrouchtchev « était extrêmement effrayé de ce que les grévistes, selon les informations du KGB, envoyait des délégués à eux dans les centres industriels voisins », où il décide d'envoyer des dirigeants haranguer leurs ouvriers. À Novotcherkassk, les autorités décrètent la loi martiale et les troupes nettoient la place. Dans la nuit du 3 au 4, le KGB arrête 240 ouvriers, ouvrières et employé(e)s. La bureaucratie, pour terroriser les ouvriers de la ville, organise à la mi-août, un procès public de quatorze ouvriers. Le tribunal en condamne sept (dont Mokrousov pour son crime de dirigeant de la délégation ouvrière aux chefs) à mort et sept autres à des peines de dix à quinze ans de prison ou de camp.

Les autres accusés, jugés à huis-clos par tranches, du 28 août au 23 octobre, écotent, eux aussi, de dix à quinze ans de camp ou de prison. Les autorités veu-

lent éteindre l'étincelle que Novotcherkassk pouvait provoquer à un moment où, selon l'historien Kozlov, « les déclarations et tracts anti-gouvernementaux, les insultes à l'adresse de Khrouchtchev, les appels à la révolte et à la grève venaient effectivement de partout ». Un récit des événements de Novotcherkassk figure dans le numéro 54 des *Cahiers du mouvement ouvrier*.

7 - En 1978, le Comité international contre la répression a publié un dossier « Syndicats libres en URSS ». Peux-tu relater, dans le contexte de la répression, les efforts pour des syndicats indépendants en URSS ?

La bureaucratie s'est constamment et farouchement opposée à toute tentative, si modeste soit-elle, des travailleurs soviétiques de s'organiser eux-mêmes pour se défendre. En 1977 ils ont tenté de constituer un vrai syndicat indépendant face au pseudo-syndicat officiel pour lequel les directeurs d'usine prélèvent automatiquement la cotisation sur la feuille de paye et dont les dirigeants sont nommés par l'appareil du comité central du parti. Le 20 mai 1977 huit ouvriers et ouvrières soviétiques rappellent les combats qu'ils ont menés et le prix qu'ils ont dû payer : « Nous sommes intervenus contre la pratique des pots-de-vin, le gonflement des résultats, la dilapidation de la propriété socialiste, la dissimulation des accidents de travail et autres abus des dirigeants des entreprises où nous travaillons. » Ce combat leur a valu l'envoi en prison ou en hôpital psychiatrique, le pouvoir présentant depuis plusieurs années nombre d'opposants comme des malades mentaux. C'est ainsi le sort qu'il réservera à Pliouchtch. L'opposant Vladimir Boukovski rédigea d'ailleurs un volume qu'il diffusera en samizdat, intitulé *Une nouvelle maladie mentale en URSS, l'opposition*, volume que je traduirai en français sous le pseudonyme de François Simon et ferai publier par les éditions du Seuil.

Le 26 janvier 1978, le mineur Vladimir Klebanov, déjà plusieurs fois envoyé en prison et en hôpital psychiatrique, tient avec quelques camarades une conférence de presse à Moscou où il annonce la création



Meeting unitaire de la Mutualité organisé en 1975 pour la libération de Léonid Pliouchtch, interné en hôpital psychiatrique de 1972 à 1976.

prochaine d'un syndicat libre. Il déclare : « *Nos syndicats ne nous défendent pas. Nous ne pouvons arriver à rien individuellement. Nous devons agir collectivement.* » Le 1^{er} février, dans une seconde conférence de presse, ils distribuent les statuts du nouveau syndicat et un appel adressé à l'Organisation Internationale du Travail (OIT), signé par quarante-trois travailleurs, où ils écrivent : « *Nous avons tous été licenciés de notre travail pour avoir dénoncé des abus ou pour avoir critiqué ouvertement les dirigeants des usines où nous travaillons (pillage de biens matériels, pots de vin, falsification de chiffres, préjudices graves causés à la production violations grossières de la législation du travail, etc.).* » Le 7 février, le KGB arrête Klebanov et cinq de ses camarades, et les envoie tous en hôpital psychiatrique puis en prison.

La bureaucratie s'attachera jusqu'au bout à interdire toute forme d'organisation indépendante des travailleurs, qui menacerait sa fragile domination, jusqu'au moment où l'explosion de la lutte des classes et sa crise finale balaieront cet obstacle. En juillet 1989 le refus répété des autorités de satisfaire leurs revendications pousse les collectifs de mineurs de plusieurs villes du bassin du Kouznetsk à décider la grève, vite suivie par la majorité des mineurs des puits de la région. Ils constituent des milices ouvrières et des comités de grève qui forment bientôt un comité de grève unifié chargé d'élaborer, sur la base des cahiers rédigés par chaque comité, le cahier complet des revendications. Devant l'obstination gouvernementale à refuser de les satisfaire, la grève emporte chaque jour de nouveaux puits de mines en Ukraine, puis au-delà et rassemble au bout de deux semaines près de 500 000 mineurs de plus en plus déterminés. Le mouvement dresse ainsi la masse des mineurs face au gouvernement.

La *Pravda* du 29 juillet 1989 titre : « *L'opposition de deux forces dans la société ne peut durer indéfiniment.* ». Les *Nouvelles de Moscou* du 30 juillet 1989 titrent leur double page centrale : « *La grève : les ouvriers prennent l'affaire dans leurs mains.* ». La caste dirigeante comprend que là est le danger principal : si les mineurs s'organisent en créant leurs syndicats, dont ils élisent eux-mêmes les responsables, toute la classe ouvrière soviétique risque de s'engouffrer dans la brèche ; le gouvernement décide donc de satisfaire plusieurs revendications des mineurs puis, pour tenter d'empêcher la généralisation du mouvement, il intègre la grande majorité des dirigeants des comités de grève à la tête du syndicat officiel d'où il chasse les dirigeants nommés par lui.

Cette grève met fin à la situation dans laquelle étaient jusqu'alors enfermés les travailleurs soviétiques, réduits, sauf rarissimes exceptions, aux formes individuelles de protestation. De fait, les ouvriers ont cette fois défié et battu la bureaucratie dirigeante qui répondra, deux ans plus tard, en offrant aux oligarques

mafieux des anciennes républiques soviétiques, souvent issus de la caste dirigeante, le dépeçage de la propriété d'État. Selon Gorbatchev, « *ce fut peut-être la plus rude épreuve des quatre années de perestroïka.* »

Gorbatchev cite dans ses *Mémoires* la mise en demeure brutale qui conclut la déclaration du comité de grève d'Inta et de Vorkouta : « *Le moment est venu où l'on ne peut plus remettre, même d'une seule seconde, la réponse à toutes nos demandes.* » Lorsque le président du conseil reçoit les représentants des comités de grève régionaux, le président du syndicat officiel des mineurs, Chalaiev, veut s'asseoir aux côtés des délégués des grévistes, qui le renvoient sèchement aux côtés des ministres. Le président du comité de grève de Kemerovo, expliquera : « *Le Conseil central des syndicats fait partie du système étatique (...), il n'est qu'un échelon supérieur du pouvoir qui nous commande. Voilà pourquoi nous avons présenté nos revendications au camarade Chalaiev comme aux autres représentants du pouvoir (...). Il faut créer des syndicats nouveaux sur le plan des principes.* »

8 - Après la mort de Staline, et surtout le rapport Khrouchtchev, quelles ont été les principales étapes dans la reconquête des libertés d'expression, voire d'organisation ?

Lorsque Staline meurt le 5 mars 1953, l'URSS est plongée dans une très grave crise économique, sociale et politique. Pour y répondre Staline préparait une nouvelle purge sanglante qui pouvait frapper des pans de la bureaucratie inquiète, et qui a dès lors besoin d'un homme qui la rassure, consolide ses priviléges en lui donnant la garantie qu'elle pourra en bénéficier sans craindre l'arrestation, le goulag ou l'exécution, et relâche une situation sociale extrêmement tendue. Le chef de la police politique, Beria, tente de jouer ce rôle et de débloquer un régime paralysé par une crise économique, sociale et politique et de garantir la sécurité de l'appareil dirigeant que le régime terroriste mis en place par Staline menaçait lui aussi. Il prépare un vaste projet d'amnistie des détenus du goulag, dont une bonne moitié de la population, souligne-t-il, est hors d'état de travailler. Pour se débarrasser d'une main d'œuvre non rentable, il fait amnistier le 27 mars 1953 tous les détenus condamnés au maximum à une peine de cinq ans de détention. Restent derrière les barbelés tous les détenus dits ou réellement politiques, qui effraient le régime.

Ces mesures correspondent à l'aspiration des sommets de la bureaucratie qui souhaitent à la fois garantir leur sécurité et préserver un ordre social stable qui maintienne leurs priviléges et leur domination exclusive en la préservant contre toute protestation sociale. Mais chef tout-puissant de l'appareil policier, Beria est, par là-même, une menace permanente pour tous ces cadres qui veulent s'émanciper de la tutelle de cet appareil et le placer sous leur contrôle. Beria est

arrêté en juin 1953 avec l'aide des chefs de l'armée, puis condamné à mort et fusillé en décembre 1953. Khrouchtchev, jusqu'alors simple exécutant docile et borné de Staline, va remplir ce rôle... Son slogan et celui de ses partisans est « *le pouvoir appartient au comité central* » — que Staline ne réunissait quasiment plus jamais — c'est-à-dire au réseau des secrétaires régionaux qui en constituent le noyau. Khrouchtchev restaure d'abord les réunions régulières du comité central, liquide le chef de la police, Beria, libère l'appareil du contrôle de la police politique dont il fait fusiller démonstrativement une cinquantaine de dignitaires, puis il augmente les prix, jusqu'alors inférieurs aux prix de revient, auxquels l'État achetait les produits agricoles aux kolkhozes, annule certaines des lois anti ouvrières les plus brutales de Staline, laisse le goulag secoué par des grèves se disloquer, met fin à la guerre de Corée. Dès lors il apparaît le meilleur garant de ses intérêts et de sa sécurité à la couche dirigeante qui se rallie à lui.

L'appareil bureaucratique, dont il est le chef et le serviteur à la fois, est le réseau tentaculaire des membres du Comité central du PCUS et des comités centraux des PC des quatorze républiques (en dehors de la Russie), des secrétaires de régions, de districts, de territoires, de comités de ville, d'arrondissement, etc. Cet appareil ne sait que commander, exiger, morigéner, diriger, contrôler, imposer, dicter, faire pression et punir. Il s'oppose donc à toute tentative d'assurer la liberté d'expression, sans parler de toute tentative, mortelle pour lui, d'obtenir la liberté de s'organiser. C'est par un combat acharné que ceux que l'on appelle les dissidents tenteront, trop souvent au prix de la prison, voire de l'hôpital psychiatrique, de dire voire d'écrire ce qu'ils pensent. Le combat public engagé par l'OCI (2) (ainsi que d'autres, certes) a contribué à les aider à en arracher des miettes.

9 - Quand les forces armées du Kremlin ont engagé la répression contre des peuples insurgés — notamment la Tchécoslovaquie — des manifestations et déclarations de solidarité se sont exprimées en URSS. Quel a été le rôle de cette solidarité dans le combat démocratique interne à l'URSS ?

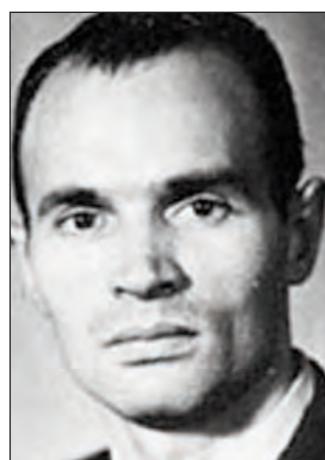
Dès le premier craquement dans l'empire stalinien, les répercussions se sont manifestées en URSS. Loin de Moscou, le 15 juin 1953, le gouvernement de l'Allemagne de l'Est (RDA) décide d'augmenter de 10 % les normes de travail et donc de baisser d'autant le salaire réel. Le lendemain, les ouvriers de Berlin-Est, puis de toute la RDA décrètent la grève contre cette décision. Pour l'écraser Moscou envoie ses troupes et ses chars qui massacrent des centaines de manifestants.

Quelques jours plus tard, un tribunal militaire soviétique condamne à mort quarante-deux soldats et officiers soviétiques qui ont refusé de tirer sur les manifestants. Leur condamnation à mort reste secrète jusqu'à la chute de l'URSS ; l'insoumission des quarante-deux soldats et officiers, outre sa nature héroïque, reflétant l'état d'esprit critique d'une partie de la population, ne sera révélée qu'un demi-siècle plus tard par un quotidien russe, selon qui ces soldats et officiers soviétiques « *ont eu le courage de lancer un défi au régime* ». Le numéro 5 des *Cahiers du mouvement ouvrier* publie un article sur cet événement très significatif des relations réelles d'une partie de la population soviétique avec le pouvoir bureaucratique qui l'opprime, événement, à ma connaissance toujours laissé dans l'ombre par les historiens officiels et officieux.

En revanche, la nouvelle de la grève brutalement écrasée des ouvriers de RDA suscite une grève massive dans le camp de Vorkouta. Selon Joseph Scholmer, déporté à Vorkouta, « *le 17 juin vint tout changer. Les détenus comprirent qu'ils pouvaient agir. Il leur fallut pour cela quelque temps (...) ; du 17 juin à la fin de juillet les esprits fermentèrent.* »

La répression contre la mobilisation du peuple tchécoslovaque s'appuie sur la crainte du Kremlin que cette mobilisation ne trouve un écho dans la masse des travailleurs soviétiques. Le 25 août 1968 sept dissidents manifestent quelques brèves minutes sur la place Rouge contre l'intervention de l'armée soviétique en Tchécoslovaquie avant d'être vite arrêtés. Un dissident soviétique fameux, Anatoli Martchenko, fait de la solidarité avec le peuple tchécoslovaque, soucieux d'affirmer son indépendance et de secouer la domination de la bureaucratie parasitaire et totalitaire, l'un des axes essentiels de son combat. Libéré au début de 1967 du camp de concentration où il avait été interné pour tentative de quitter l'URSS, il

rédige un livre sur les camps de l'époque, *Mon témoignage*, diffusé en samizdat puis traduit par moi (sous un pseudonyme) et publié en France en 1970. Le 22 juillet 1968, il diffuse une lettre intitulée *Vive la démocratisation en Tchécoslovaquie*, qu'il adresse à trois publications tchécoslovaques avec copie aux quotidiens des partis communistes italien, français et britannique, dont aucun n'en publie une ligne. Le KGB l'arrête une semaine plus tard, le 29 juillet 1968, puis, le 21 août, le jour de l'invasion de la Tchécoslovaquie, le tribunal le condamne à un an de camp. C'est le début d'une série de condamnations à la déportation entrecoupées de brèves périodes de liberté. Pro-



Anatoli Martchenko,
déporté onze années,
meurt en 1986 des suites d'une
dernière grève de la faim.

testataire permanent contre la répression de la liberté de pensée et le régime policier des débris du goulag, il multiplie les grèves de la faim au cours de ses onze années de déportation. Signe de l'inquiétude que suscite dans la bureaucratie l'activité multiforme des dissidents, en janvier 1970 le KGB constitue une direction spéciale (dite la cinquième) chargée d'organiser la lutte contre ces derniers.

10 - Le cofondateur, avec toi, en 1998, des *Cahiers du mouvement ouvrier* (édités à ce moment par le Cermtri) est l'historien Vadim Rogovine (1937-1998) (3). Peux-tu nous présenter ses travaux sur l'histoire de l'URSS et celle de l'opposition trotskyste en URSS ?

Rogovine a écrit — et publié pour l'essentiel à compte d'auteur — sept volumes retracant la lutte de Trotsky et de l'Opposition de gauche du début des années 20 jusqu'à la proclamation de la IV^e Internationale et l'assassinat de Trotsky, volumes dans lesquels il utilise nombre de documents alors peu ou pas du tout connus sur l'activité politique des trotskystes soviétiques et des témoignages, encore moins connus, de militants soviétiques. Les Cahiers du mouvement ouvrier n°1 à 14, 16, 20, 22, 27, 29, 33 ont publié des extraits de ses écrits dont, à ma connaissance, aucun historien plus ou moins connu ne fait jamais mention. Ce qu'il écrit ne correspond pas aux besoins de l'histoire bourgeoise pas

plus qu'à ceux du régime policier de Poutine... qui vient d'installer une statue de Staline dans le métro de Moscou ! La consultation de ces numéros illustre mieux la richesse de son apport qu'une tentative d'en résumer le contenu. Juste une précision : il avait réussi à retrouver un opposant qui avait survécu, Dogard. Il a réalisé une interview de ce dernier qui figure dans le n° 4 des *Cahiers du mouvement ouvrier*... et qui est à ne pas manquer (4).

1. Varlam Chalamov (1907-1982). Militant dans l'opposition à Staline, il est arrêté en 1929 pour avoir diffusé la lettre de Lénine, connue sous le nom de « Testament », où le dirigeant de la révolution exprime son hostilité politique à Staline : il est déporté trois ans dans un camp de travail dans l'Oural. Arrêté à nouveau en 1937, il est déporté dans un camp du goulag de la région de la Kolyma jusqu'en 1951 mais doit rester en relégation jusqu'en 1953. Dans *Les Récits de la Kolyma*, qui ne seront publiés en URSS qu'en 1987, sont publiés pour la première fois en 1969 en France par Maurice Nadeau, dans une traduction sous pseudonyme de Jean-Jacques Marie. Chalamov y décrit et analyse le système du goulag mis en place par le régime stalinien.

2. L'Organisation Communiste Internationaliste, membre du Comité pour la reconstruction de la IV^e Internationale.

3. Voir « Hommage à un historien, Vadim Rogovine – 1937-1998 » dans le CMO n° 4 de décembre 1998, consultable sur le site des CMO.

4. Un extrait de l'interview est reproduit dans le *Cahier du Cermtri* n° 184, Communisme contre stalinisme, partie 1, p. 32. »



Manifestation de 10 000 ouvriers et ouvrières de l'usine NEVZ de Novotcherkassk le 2 juin 1962.